



RESTAURATION NATIONALE

Organe de la Restauration Nationale - N°76 octobre -novembre 2012 - 2,50€

LE MOT DU PRÉSIDENT

C'est ainsi que la République est grande

« Le mariage pour tous » est le projet le plus déboussolé de nos temps déboussolés. La définition selon laquelle un fou est celui qui a tout perdu sauf la raison trouve ici une illustration magistrale. La machine idéologique tourne sur son propre axe sans moudre aucun grain de la réalité, pas même la plus tangible, la dualité sexuelle et son importance dans la génération. L'idéologie individualiste droit-de-l'homme se pare ainsi d'un nouveau costume d'Utopie. Comme d'ordinaire, à grand renfort d'invocations à la Tolérance contre l'obscurantisme, et à la Vertu contre les phobies. C'est dire si le débat est clos avant d'avoir commencé. À quoi bon d'ailleurs un débat qui se voudrait recherche et énonciation d'une vérité objective puisqu'au pays de la reine Opinion seules les subjectivités se comptent en guise de réflexion. C'est sans doute pourquoi certains opposants font le pari du nombre en réclamant un référendum. Après tout pourquoi pas, tous les moyens mêmes légaux pouvant être utiles au bon combat ? Mais il y a dans cet appel à la primauté arithmétique comme l'abdication de l'intelligence à l'air du temps. Et si le référendum avait un résultat contraire au bien escompté ? Combien en a-t-on vu de ces entreprises qui voulaient sauver la part du Ciel et ont été réduites en descente aux Enfers. Les illusions se paient toujours chères dans l'arène démocratique.

Le droit que se donne le législateur de tout légitimer est le pur produit du démocratism institutionnalisé. Il procède du refus de toute norme transcendante et objective. L'ordre naturel, voilà l'ennemi ! L'homme est libre ! Dans un tel contexte mental se trouve ouverte la boîte de Pandore à la validation législative de tous les comportements à la mode. La déification de la raison coupée du réel débouche sur la chosification de l'homme. On ne peut, à la fois, se réclamer des pratiques institutionnelles qui permettent cela et prétendre défendre l'institution du mariage tel qu'il a toujours été défini. S'il existe un argumentaire fondé en raison et en faits pointant le mariage hétérosexuel comme le seul qui réponde à la définition, il devrait constituer la référence à partir de laquelle dire le Droit. Or il existe¹, mais son autorité n'est point déterminante, entendu qu'au meilleure de l'anthropologie, de la sociologie ou de la psychologie se voit préférer le

comptage des sondages d'opinion, des voix des référendums ou des votes des députés présents. C'est ainsi que la République est grande. Le tout dans une ambiance passionnelle où se déchaînent le terrorisme culpabilisateur (l'homophobie) et la manipulation affective. Parle à mon cœur, murmure l'air du temps, ma tête est malade, dirait Philippe Muray. Car il ne s'agit pas de gagner les intelligences, mais les cœurs, les cœurs affadis par les sophismes et le pilonnage en douceur de la novlangue dont on sait depuis Orwell qu'elle vise à rendre impossible tout autre mode de pensée. Homoparentalité a remplacé parents, conjugalité est confondu avec mariage, on parle de familles recomposées là où n'existe que des ménages recomposés, etc. Bref, le B.A BA de la prise de contrôle de l'opinion.

Il ne manque même pas au tableau des us et coutumes du système, la surenchère politicienne conçue comme plan de carrière. Voyez le patron de l'UMP appelant à manifester contre le projet gouvernemental quand Juppé ex-patron du parti est rallié au pseudo mariage gay. Copé-Juppé c'est Debré-Neuwirth de naguère : la machine à ratisser large au profit du même parti. Mais qu'auraient-ils fait au pouvoir ? Pour l'heure réjouissons nous tout de même de tout ce qui pourra faire échouer le projet fou de ce gouvernement. L'enjeu anthropologique est d'une gravité inhabituelle. La messe noire n'est peut-être pas encore dite. Pourtant comment reprocher à un président d'appliquer le programme sur lequel il a été élu ? Ou de lui contester le droit de faire voter les lois par les élus du peuple ? S'il y a là quelque chose de pervers, c'est dans le système même. Heureusement pour nous, nous ne sommes pas des démocrates patentés. Nous persistons à crier qu'on ne défend pas l'ordre naturel en se réclamant d'institutions qui le nient. N'ayons pas peur de le dire : grâce à nous Antigone ne s'est pas encore tout à fait rendue à Créon. Mais quelle honte pour les autres !

Bernard Pascaud

1 - Beaucoup d'excellents ouvrages composent cet argumentaire. Je recommande particulièrement celui de Xavier Lacroix : La confusion des genres. Réponses à certaines demandes homosexuelles sur le mariage et l'adoption - Editions Bayard 2005

ÉDITORIAL

Hollande et la compétitivité

Il y a dans l'air politique de notre beau pays un léger frémissement, un vent frais, comme si François Hollande, Jean- Marc Ayrault et quelques autres, commençaient (enfin !) à prendre conscience du gouffre devant lequel se trouve la France...

A voir la réaction initiale du Président de la République et de son Premier Ministre devant le rapport de Louis Gallois sur la compétitivité, tout le monde pensait que ce rapport allait, comme les rapports dressés en leur temps par Messieurs Rocard, Attali, Pébereau et bien d'autres, être enterré avec tous les égards dus à son auteur, l'ancien patron d'EADS. En effet, ce rapport recommande exactement le contraire de ce que le gouvernement propose pour le budget 2013. On peut résumer ce dernier budget en disant : très peu d'économies sur les dépenses de l'État et une hausse massive des impôts sur le revenu et l'épargne, mais surtout pas sur la TVA... En outre, le rapport Gallois brise un autre tabou de la gauche, celui du coût du travail comme une des causes du décrochage de l'industrie française !

LA SITUATION DÉSASTREUSE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Car le rapport Gallois reconnaît la situation véritablement désastreuse de l'industrie française et des entreprises de ce secteur. « *L'industrie française atteint aujourd'hui un seuil critique, au-delà duquel elle est menacée de déstructuration* », écrit Louis Gallois. C'est clair, net et précis ! La part de l'industrie française (hors construction) dans la valeur ajoutée totale est passée de 18 % en 2000 à 12,5 % en 2011, nous situant désormais au 15^{ème} rang sur les 17 pays de la Zone Euro,

bien loin de l'Italie (18,6 %), de la Suède (21,2 %), ou de l'Allemagne (26,2 %). Il en résulte que la France a perdu plus de deux millions d'emplois industriels en trente ans. L'affaiblissement de l'industrie française se traduit par des pertes de parts de marché considérables à l'exportation. Globalement, le solde de notre balance commerciale est passé d'un excédent de 3,5 milliards d'euros en 2002 à un déficit de 71,2 milliards d'euros en 2011. L'industrie française est prise en étau entre, d'un côté, l'industrie allemande, privilégiant le haut de gamme et la qualité et, à l'autre extrémité, des pays émergents et aussi certains pays de l'Europe du Sud et de l'Est, qui ont des coûts de production plus faibles que les nôtres. D'où la nécessité d'organiser une importante baisse des charges qui frappent nos entreprises industrielles.

LES PROPOSITIONS DU RAPPORT GALLOIS

Pour briser le plus vite possible cette pente qui mène à la disparition pure et simple de notre industrie, le rapport Gallois proposait des mesures qui, dans son esprit, provoqueraient un véritable choc qui ramènerait la confiance dans l'esprit de nos chefs d'entreprises et de leurs salariés (le « choc de confiance »). La plus importante des mesures proposées aurait consisté à transférer, dès 2013, une partie importante (30 milliards d'euros) des charges sociales à la charge des entreprises et, dans une moindre mesure, à la charge des salariés, vers la fiscalité et la réduction des dépenses publiques. Pour que ce transfert bénéficie par priorité à l'industrie ainsi qu'aux services à haute valeur ajoutée qui lui sont liés (bureaux d'études, ingénierie, informatique...), il aurait porté sur les salaires jusqu'à 3,5 fois le Smic. En ce qui concerne la partie transférée sur la fiscalité, le rapport proposait de la faire porter de préférence sur la TVA, sur la taxe écologique (taxe carbone) et éventuellement sur la CSG. Louis Gallois ne cherche d'ailleurs pas à faire un cadeau gratuit aux chefs d'entreprises, puisque le produit du choc de compétitivité devait être clairement orienté vers l'investissement et l'innovation et non utilisé pour des

SOMMAIRE N°76

Le mot du Président	1
Hollande et la compétitivité	2
Le conservatisme du Parti socialiste	4
La Restauration Nationale en mouvement	6
Annonces	8
Le carnet de Suzanne Loetscher	9

« Les chefs d'entreprises ont un grand besoin de stabilité et de visibilité à long-terme. »

distributions de dividendes.

Le rapport Gallois ne se contente pas de cette aide financière aux entreprises, il s'en prend aussi à leur environnement. Il remarque que les chefs d'entreprises ont un grand besoin de stabilité et de visibilité à long terme. Ils se plaignent, à juste raison, de la sur-réglementation et plus encore de l'extrême instabilité législative. Le rapport cite comme exemple de cette sur-réglementation : 47 textes nationaux et européens sur la gestion des déchets en huit mois, et comme exemple de cette instabilité législative : 68 modifications de la taxe professionnelle en trente-cinq ans... Le rapport propose donc que l'État s'engage à ne pas modifier pendant le quinquennat au moins cinq dispositifs intéressant les entreprises qu'il cite !

La cinquième proposition du rapport Gallois ne va pas faire plaisir à nos petits écologistes de salon : car il propose tout simplement de recommencer les recherches sur les techniques d'exploitation des gaz de schiste. Il constate en effet que l'exploitation du gaz de schiste soutient l'amorce de ré-industrialisation constatée aux Etats-Unis. Le gaz y est désormais deux fois et demi moins cher qu'en Europe et réduit la pression sur la balance commerciale américaine de manière très significative.

LA RÉPONSE DE FRANÇOIS HOLLANDE

Tout le monde l'a constaté avec une grande surprise : non seulement le rapport Gallois n'a pas été envoyé aux oubliettes, mais encore François Hollande, avec quelques contorsions destinés à sa clientèle électorale, s'en est emparé très rapidement. Il l'a trans-

formé en un « *Pacte national de croissance, de compétitivité et d'emploi* » ! Présenté par Jean-Marc Ayrault comme « *une étape majeure et décisive de la sortie de crise* », ce plan est un ensemble de 35 mesures, dont 22 sont reprises du rapport Gallois.

Sur la mesure-phare du rapport Gallois, la baisse des charges des entreprises grâce à la fiscalité et la baisse des dépenses publiques, le gouvernement en diminue le montant de 30 à 20 milliards d'euros et, par ailleurs, il en décale l'effet dans le temps. Car le fait que la diminution des charges prenne la forme d'un crédit d'impôt aboutit à transférer de 2013 à 2014 l'application effective de cette mesure. Mais qu'importent ces contorsions et ces détails ! L'important est que le Président de la République reconnaisse que nos entreprises, et spécialement nos entreprises industrielles, ont grand besoin d'aide dans le grand combat de la mondialisation et que cette aide est financée pour moitié par la hausse de la TVA (impôt honni par les socialistes) et l'autre moitié par le doublement du montant de la baisse des dépenses publiques (ce qui ne va pas faire plaisir aux syndicats de fonctionnaires) !

UN ACTE COURAGEUX

Pour une fois - une fois n'est pas coutume ! - reconnaissons que François Hollande a fait preuve d'un réel courage politique. Il faut dire qu'il se retrouve, six mois après avoir été élu, très exactement dans la même situation que François Mitterrand obligé, deux ans après son élection, à prendre le tournant de la rigueur...

Georges Rousseau

La nouvelle Revue Universelle

Fondateur : Jacques Bainville

Directeur de la publication : *Hilaire de Crémiers* - Rédacteur en chef : *Christian Franchet d'Espérey*

Abonnez-vous à cette revue prestigieuse, toujours nouvelle par sa richesse et sa diversité.

Abonnement pour 4 parutions annuelles : 60 euros

Abonnement de soutien : 100 euros

Chèque à l'ordre de
La nouvelle Revue Universelle
7, rue Constance, 75018 Paris
Tél. 01 44 92 82 82

ACTUALITÉ

Le conservatisme du Parti socialiste

Et si les révolutionnaires n'étaient pas ceux que l'on croyait. Tour d'horizon de l'actualité politique française, de Désir à Gallois.

L'outrecuidologue J.P.H.D. (Harlem Désir pour les intimes et les médias) au grand Barnum du Congrès du PS : de quel droit Harlem/Jean-Phi - et gauche et extrême-gauche avec lui - prétend-il exclure 20% des Français de la vie politique ?

En son temps, le précédent Comte de Paris (Henri VI) avait fait scandale, dans les milieux dits

conservateurs, en déclarant qu'on ne pouvait exclure de l'effort national 25 % des Français, sous prétexte qu'ils votent communiste. Il avait, évidemment, raison, mais le tollé fut grand dans les milieux pré-cités...

Aujourd'hui, on a un peu la même chose avec le Front national. Harlem/Jean-Phi-le-condamné-moralisateur déclare : « *Ça suffit la droite UMP-*


Restauration
Nationale

Publication de la Restauration Nationale,
Centre de propagande royaliste et d'Action Française
Mouvement fondé par Pierre Juhel

Commission paritaire :
CPPAP1111 P 11405
ISSN 169712/1
Dépot légal : octobre - novembre 2012

Imprimeur : Escourbiac
258, rue Marcadet - 75018 Paris

Directeur publication et rédaction
Bernard Pascaud
Editorialiste
Georges Rousseau
Liaison avec les fédérations
Madeleine Gautier
Adhésions/abonnements
Michel Hervé
Carnet
Suzanne Loetscher

La Restauration Nationale
7 rue Constance - 75018 PARIS
Tél/Fax : 01 44 92 82 82
restauration.nationale@wanadoo.fr

« Ce que nous rejetons, c'est l'hypocrisie et la tartufferie qui amènent à l'exclusion de 20% des Français ».

FN ! Ça suffit la lepénisation de la droite ! »

Nous ne prétendons pas, ici, défendre le Front national, qui est assez grand pour se défendre tout seul. C'est un parti républicain (les Le Pen père et fille se proclament de bons républicains) qui pense changer les choses en changeant le personnel, alors que nous ne croyons pas, nous, en « l'amélioration électorale de la peste républicaine », comme le disait Léon Daudet (créateur du mot « *outrecuidologue...*), dont *lafautearousseau* a cité récemment le texte intéressant sur « *la grande illusion* », l'illusion électoraliste.

Il est clair que pour nous, qui sommes aujourd'hui les révolutionnaires par rapport au Système, la seule façon de changer les choses n'est pas dans l'illusoire amélioration du Système et du Régime, mais dans le changement de Régime : tous « les autres », de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, étant, chacun avec ses nuances et particularités, bien entendu, des conservateurs...

Ce que nous rejetons, par contre - comme le Comte de Paris hier - c'est l'hypocrisie et la tartufferie qui amènent à l'exclusion de 20 % des Français, sous prétexte qu'ils votent Le Pen, par ceux qui n'ont pas la moindre gêne à s'allier aux

« On ne peut que constater que, face à l'échec économique dont il est responsable puisque c'est lui qui est au commande du pays, le Système parle, parle, parle... mais continue à mal gérer ».

tenants du marxisme-léninisme, sans qu'aucun conteste la pire horreur, le pire cataclysme - et le pire échec - que le monde ait jamais connu depuis ses origines...

DES ÉCONOMIES ?

Après le « rapport Attali », le « rapport Gallois » ? La seule solution : des économies !

Dans le domaine des dépenses de fonctionnement, bien entendu, pas dans les domaines de l'investissement ou de la recherche.

Louis Gallois propose 22 mesures pour obtenir 30 milliards d'euros de baisse de charges sociales ? Fort bien, mais certains lui prédisent déjà le même sort que celui de son illustre prédécesseur, Jacques Attali ! Il est évidemment bon de chercher des solutions, mais - et sans entrer dans le détail technique - on ne peut que constater que, face à l'échec économique dont il est responsable puisque c'est lui qui est au commande du pays, le Système parle, parle, parle... mais continue à mal gérer les finances du pays.

Il commande des rapports, qu'il enterre; puis il en commande de nouveau, pour les enterrer à nouveau, en omettant l'essentiel, qui serait de commencer par le commencement, s'attaquer à la mauvaise gestion, aux gaspillages, et à l'une des toutes premières causes de nos maux : la sur-administration tentaculaire et asphyxiante ! Le remède est évidemment, avant tout rapport : des économies !...

A-t-on calculé combien rapporterait la seule sup-

« Des milliards sont là, gaspillés depuis deux siècles, depuis la stupide découpe révolutionnaire de la France en départements »

pression des 238 sous-préfectures, danseuses que se paye un Système rongé jusqu'à la moelle par le clientélisme qui lui est inhérent, puisque tout repose, chez lui, sur l'élection, du premier échelon au plus haut niveau de l'Etat ?

Et, bien sûr, des 101 préfectures ?

Des milliards sont là, gaspillés depuis deux siècles, depuis la stupide découpe révolutionnaire de la France en départements, non parce que cette structure s'imposait, mais parce que c'était l'une des façons de détruire l'une des réalités sociales majeures de la vie traditionnelle de la France : la province. C'est à ce niveau que se façonnaient toutes les solidarités que cette vie sociale des provinces induisait, et - surtout - toutes les identités, qui bien sûr, ne devaient plus exister face au centralisme révolutionnaire et destructeur. D'autres diront, plus tard, « centralisme démocratique » ! C'est-à-dire le totalitarisme !.

Qui calculera, sur deux siècles, le gouffre à milliards de milliards (francs ou euros), véritable gabegie qu'aura coûtée cette prétention révolutionnaire à tout régenter, devenue aujourd'hui l'un des handicaps majeurs de notre économie, l'un des boulets les plus lourds qui plombent l'économie française ?

Plus on y réfléchit, plus on regrette que « la révolution royale » qui était en cours à la fin du XVIII^e siècle ait été dénaturée, déviée de son sens et de ses objectifs, en 1789, pour faire de la France une « exception idéologique » en Europe, aboutissant de plus à une sur-administration délirante, paralysante et ruineuse.

C'est maintenant qu'il faudrait faire cette vraie révolution. Nous portons le véritable projet révolutionnaire, et ce sont « eux » les idéologues des partis et les prébendiers du système qui sont les tenants de ce « semblé-État » ainsi que l'appelait Boutang, et de cette société dont il n'y a rien à conserver mais dont ils vivent et dont ils sont les... conservateurs !

François Davin

LA RESTAURATION NATIONALE EN MOUVEMENT

L'agenda

Les mois passés

FÉDÉRATION ROYALISTE
D'ÎLE-DE-FRANCE

Mardi 9 octobre : la première conférence du *Cercle Histoire, Culture et Patrimoine* s'est tenue le mardi 9 octobre à l'ASIEM. Notre ami Jean Monneret, historien, nous a parlé des raisons historiques pour lesquelles la présence de la France en Algérie s'est terminée par un échec. C'est le régime républicain et la mystique jacobine qui ont imposé la départementalisation, alors qu'une organisation beaucoup plus souple était préconisée par les « *Bureaux arabes* » issus de l'Armée. Dès lors que le territoire algérien était purement et simplement assimilé au territoire de l'hexagone, qu'il n'était qu'une fraction de la République « une et indivisible », tôt ou tard, le principe : « *un homme, une voix* » devait s'appliquer.

Jeudi 1^{er} novembre : Un nombre important de membres de la *Restauration Nationale* et du *Centre Royaliste d'Action Française* ont assisté, au cimetière de Vaugirard, à la cérémonie commémorant les morts de l'*Action Française* et de la *Restauration Nationale* qui reposent dans ce cimetière. Notre ami Louis Juhel a décrit la personnalité et les circonstances de la mort de chacun de ces héros.

Mardi 13 novembre: Seconde conférence du *Cercle Histoire, Culture et Patrimoine*. Hilaire de Crémiers, Délégué général de la *Restauration Nationale*, Directeur de *Politique Magazine*, nous a développé le thème : « *Charles Maurras, raison et passion françaises* ». Critique philosophique, critique littéraire, critique politique, Maurras est un régal de l'esprit pour qui sait le comprendre et un génie poétique d'une profondeur inégalée.

Vendredi 16 novembre : à 19 heures, la *Restauration Nationale* a fait célébrer une messe selon le rite extraordinaire, en l'église Saint Eugène - Sainte Cécile, rue Sainte Cécile, aux intentions de Charles Maurras, pour le soixantième anniversaire de sa mort.

Cette messe fut suivie de l'Assemblée générale et du dîner de la Frif, la fédération royaliste d'Ile-de-France.

FÉDÉRATION ROYALISTE
PROVENÇALE

Samedi 20 octobre : ce fut l'ouverture de la troisième *Saison des cafés*, qui est consacrée cette année à une *Enquête sur la République*. Brillant et très en forme, Gérard Leclerc a fait une intervention remarquable, devant une salle pleine et un public séduit, avant de répondre aux questions des participants puis d'assister au désormais traditionnel repas d'après-Café, où l'on sait alterner les moments sérieux et la franche détente entre amis.

FÉDÉRATION ROYALISTE
D'AQUITAINE

Samedi 20 octobre : Dans le cadre du beau château vinicole de Picque-Caillou à Pessac, conférence de Bernard Antony. Le président de l'*Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française* a d'abord évoqué les affaires juridiques en cours en soulignant l'importance des enjeux. Puis il a évoqué la figure de Jean Jaurès qui est la matière de son dernier livre. Le personnage souvent invoqué est plus complexe qu'on ne le croit habituellement. Sa comparaison avec les socialistes actuels est peu flatteuse pour ces derniers. Un buffet a clôturé la soirée arrosé par l'excellent vin de la propriété.

COLMAR

Jeudi 11 octobre: Conférence d'Hilaire de Crémiers, directeur de *Politique magazine*, à 20 heures à l'ancienne douane sur le thème : « *Au coeur de la crise, quelles perspectives ? Analyses et scénarios de sortie de crise* ». Une salle attentive et qui comprenait parfaitement les vraies raisons et les vraies conséquences de la crise. Contact : Sandrine Picot-Deprez au 06 86 83 38 78.

Les mois à venir

FÉDÉRATION ROYALISTE
D'ÎLE-DE-FRANCE

Mardi 4 décembre : à 20h, aura lieu la conférence mensuelle du *Cercle Histoire, Culture et Patrimoine* à la Salle Henry de Seilhac de l'ASIEM, 6, rue Albert de Lapparent, Paris 7^e. Notre ami Gérard Leclerc, éditorialiste à « *France Catholique* », répondra à la question : *Que faut-il garder des Lumières ?*

FÉDÉRATION ROYALISTE
DU MAINE

Samedi 24 novembre : dîner-débat, salle socio-culturelle de Cossé-en-Champagne (53340), animé par Jean Monneret, historien, sur le thème *Algérie 1830-1962, les raisons d'un échec* ; un échec qui se prolonge... Accueil à partir de 18h45, début de la conférence 19h30 précises, puis dîner et débat. Participation aux frais : 17 euros par personne (ecclésiastiques, étudiants, chômeurs : 8 euros). Renseignements et inscriptions : F.R.M., B.P. 5, 53340 Ballée. Tél. : 02.43.98.43.44

FÉDÉRATION ROYALISTE
D'AQUITAINE

Samedi 8 décembre : Manifestation pour la famille organisée par l'association bordelaise « *Oui à la vie* ». Rendez-vous place des Quinconces à 14 heures 30. Plus de renseignements sur le site Internet : www.ouialavie.fr

Cercles d'étude : Un cercle d'étude sur les fondamentaux de l'Action française a lieu tous les quinze jours dans les locaux de la Restauration Nationale à Bordeaux.

Café politique : une fois par mois, Bernard Pascaud anime un Café politique pour étudiants, dans une salle du Central Pub près de la place Gambetta, à Bordeaux. Les sujets abordés portent sur l'histoire, l'actualité et la philosophie politique. Contact : B.P. 101 33024, Bordeaux cedex.

N'oubliez pas votre Restauration Nationale.

Règlez votre cotisation et n'omettez pas de payer aussi votre abonnement
à votre journal royaliste *Restauration Nationale*

Faites votre chèque de cotisation à l'ordre de l'AF-RN - vous recevrez un reçu fiscal -
et un chèque séparé pour l'abonnement au journal à l'ordre de la Restauration Nationale.

Adhésion à la Restauration Nationale Normal: 38€ - Bienfaiteur : 50€ - Soutien:190€ et plus -
Étudiants et chômeurs: 20€

Abonnement à Restauration Nationale Normal: 15€ - Soutien: 20€ et plus -
Étudiants et chômeurs: 6€

Nom: M, Mme, Mlle Prénom:.....

Adresse:.....

Code postal:..... Ville:..... Tél.....

Date de naissance:...../...../..... Profession:..... Courriel:.....

La Restauration Nationale, 7 rue Constance, 75018 Paris - Chèque joint à l'ordre de *AF-RN* pour la cotisation,
à l'ordre de la Restauration Nationale pour le journal.

Restauration Nationale

Pour tout renseignement,
pour toute information,

il vous suffit d'entrer en rapport avec le siège
de la Restauration Nationale,
ou d'aller voir le site où se trouvent indiquées toutes les
activités des fédérations royalistes

7 rue Constance
75018 PARIS
Tél/Fax : 01 44 92 82 82
restauration.nationale@wanadoo.fr

La Boutique Royaliste

www.boutique-royaliste.com
[Cartes, badges, autocollants,](#)
[Livres-CD, insignes...](#)

Commande auprès des Editions
de La Colombe :

Editions de La Colombe
7, rue Constance 75018 Paris

POLITIQUE *magazine*

Un ton nouveau dans la presse

Abonnement : 11 numéros 65 euros

Politique Magazine
7, rue Constance
75018 Paris
Tél : 01 42 57 43 22

La Lorraine Royaliste

Pour une Lorraine libre dans une France libre
Bulletin mensuel de l'USRL

Rendez-vous sur leur blog :
<http://la-lorraine-royaliste.over-blog.com/>

22 rue Victor Hugo -
54000 Nancy

LE CARNET DE SUZANNE LOETSCHER

Naissances

Nous avons eu le plaisir d'apprendre la naissance, le 24 octobre 2012, d'Antoine, fils de nos amis Guillaume HAQUIN et de son épouse Roselyne, elle-même fille de Jacques et Bérengère de CHERGÉ, qu'il est inutile de présenter à nos lecteurs. Nous formons tous nos vœux de bonheur pour Antoine et présentons nos chaleureuses félicitations à ses parents et grands-parents.

Nous avons eu le plaisir d'apprendre la naissance, le 2 octobre 2012, d'Edgar, fils de nos amis Laurent et Aurélie JEAN. Tous nos vœux accompagnent Edgar et nous félicitons ses heureux parents qui sont des amis fidèles.

Nos amis Jean-François et Fanny BETIS annoncent la naissance de Lou Anne le 29 août dernier, accueillie par ses frères et soeurs Robert, Moïse, Maëlle, Michel, Augustin et Louis-Joseph. Bienvenue à Lou-Anne et nos plus vifs compliments à ses parents, nos amis très fidèles.

Décès

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès de notre vieil ami, le docteur Marcel Mambré, dans sa 93^e année, à Montpellier. Membre de la Restauration Nationale, abonné à *Politique magazine* et à *la nouvelle Revue Universelle*, adhérent à Gens de France et membre de l'Œillet Blanc, il était la fidélité même et la fidélité intelligente. Catholique attaché à sa foi, royaliste convaincu, connu pour sa charité sociale, ancien maire-adjoint de Saint-Maur, officier de l'Ordre national du mérite, il faisait l'admiration de tous ceux qui le connaissaient. Nous présentons à son fils Emmanuel et à toute sa famille nos condoléances les plus attristées.

ÉPHÉMÉRIDE

Le socialisme d'État, auquel la démocratie républicaine (et impériale) mène tout droit, présente cette particularité distincte de liguier les travailleurs contre la société et contre l'État. Esclaves de l'État, parasites de la société ! L'État détruira la société à leur profit. Et la société ne leur inspirera aucune reconnaissance. Et l'État qui assumera l'ingrat office de répartir entre eux le profit de ses exactions et de sa flibuste, non sans y introduire un minimum d'ordre, prendra ainsi une figure de gendarme, tout d'abord un peu ridicule puis odieuse. Un État tenu pour exacteur ; une société figurée en marâtre ; des travailleurs qui gronderont qu'on leur demande tout sans rien leur donner en échange : tels sont les trois produits de la politique sociale de toute démocratie ! Il n'y a place là-dedans pour rien d'humain : ni patriotisme, ni simple amitié.

Charles Maurras, *Action française* du 11 juillet 1911.